



Sous embargo

Communiqué de presse, le 17 novembre 2014

Baromètre annuel Agence Française de développement/Ifop 2014

« Les Français et la politique d'aide au développement de la France »

A l'occasion de la Semaine Internationale de la Solidarité, le Ministère des Affaires étrangères et du Développement international et l'Agence Française de développement (AFD) publient l'édition 2014 du Baromètre annuel « *les Français et la politique d'aide au développement de la France* ».

Si cette 9^{ème} édition confirme l'attachement des Français au maintien d'une politique d'aide en faveur des pays en développement, elle souligne la conscience d'une interdépendance croissante entre économies matures et pays en développement dont les Français perçoivent aujourd'hui l'impact sur leur vie en France. Pour la première fois, les Français ont eu à se prononcer sur les enjeux liant développement et lutte contre le dérèglement climatique. Cette année encore, les Français expriment une attente croissante d'information sur les objectifs et les résultats de l'aide au développement et la solidarité internationale.

Annick Girardin, Secrétaire d'État au Développement et à la Francophonie déclare : « *A l'heure où de nombreux Français ont des difficultés à trouver un travail, parfois à joindre les deux bouts, et pourraient être tentés par une forme de repli sur soi, je trouve encourageant qu'une majorité de nos compatriotes soutienne l'effort de solidarité de la France à l'égard des pays en développement. C'est une excellente nouvelle, qui montre que la fraternité et l'entraide sont des valeurs profondément ancrées dans notre société.* »

Pour Anne Paugam, Directrice générale de l'Agence Française de Développement : « *Cette enquête indique que malgré la conjoncture économique défavorable, une très large majorité de Français soutient la politique d'aide au développement. Les Français ont aujourd'hui clairement conscience que ce qui se passe dans les pays du Sud peut avoir un impact sur leur vie. Ils perçoivent que les intérêts des pays en développement et développés convergent face aux défis globaux que sont la lutte contre dérèglement climatique, la réduction des inégalités, la promotion de modèles de croissance durables... Or cette vision d'un monde interdépendant est au cœur de la démarche de l'Agence Française de Développement, qui contribue à répondre à ces déséquilibres en soutenant des solutions concrètes.* »

Les grands enseignements

L'interdépendance croissante entre les pays dans un monde global : les Français pensent que la situation des pays en développement va jouer un rôle sur leur niveau de vie

- 78% des Français estiment que ce qui se passera dans les pays en développement dans les quinze ans à venir peut avoir un impact sur leur vie en France (en hausse de 20 points depuis 1991), 75% que l'accroissement de la population des pays en développement pose un défi à l'ensemble de la communauté internationale, 71% que l'amélioration des normes sociales et environnementales dans les pays en développement ne peut qu'être bénéfique à tous, enfin 74% que face aux problèmes mondiaux comme le changement climatique, les pays en développement doivent être perçus comme des partenaires.
- Les Français ont changé leur regard sur les relations entre le Nord et le Sud, passant d'une perception d'un monde binaire Nord/Sud à celui d'un monde global interdépendant, dans lequel les relations ont évolué. 74% des Français pensent que les pays en développement peuvent devenir des partenaires.
- Cette nouvelle perception redéfinit les raisons même d'agir à la lumière de l'impact des déséquilibres démographiques, des inégalités sociales, des soubresauts politiques des pays en développement

La recherche d'un équilibre du monde doit guider la politique française de développement et de solidarité internationale

- **Les Français placent en priorité de la politique française** la paix et la stabilité, l'équité et la justice sociale, le développement durable et la préservation des biens publics mondiaux.
- 89% estiment prioritaires de promouvoir la paix, les droits de l'homme et l'égalité entre les femmes et les hommes
- 87% de favoriser l'équité, la justice sociale et le développement humain
- 86% d'agir pour le développement économique et une croissance durable et riche en emplois
- 84% de favoriser la préservation de l'environnement et des biens publics mondiaux

La lutte contre le dérèglement climatique, facteur d'une croissance durable, au cœur des stratégies de développement

- 80% des Français estiment que la politique de développement et de solidarité internationale doit prendre en compte la lutte contre le dérèglement climatique dans les projets qu'elle soutient et finance. Une tendance lourde qui s'explique aussi par leur perception des défis posés par le climat :
- Ils sont 70% à penser que l'enjeu universel du climat représente une menace sérieuse pour leur mode de vie

- Ils sont aussi 54% à penser qu'au cours des dix dernières années les mesures prises pour freiner le dérèglement climatique ont été insuffisantes, voire inexistantes pour 13% d'entre eux.
- Les Français y voient même une opportunité : 70% d'entre eux estiment que les règles visant à limiter le dérèglement climatique sont une opportunité pour élever les modèles de développement des pays en développement.

Le maintien d'un soutien solide auprès des pays émergents

Une majorité de Français est favorable à une politique de soutien fort des pays émergents (Chine, Brésil et Mexique) – à coût nul pour l'Etat – avec pour priorités :

- la lutte contre le dérèglement climatique (66%),
- la réduction des inégalités (61%),
- un développement économique plus équilibré sur le plan social et environnemental (59%).
- Le maintien d'une priorité pour l'Afrique subsaharienne pour 41% d'entre eux, du fait de sa proximité géographique et historique. Une opinion qui s'est érodée (61% en 2008) en raison de l'impact des très fortes crises, qui ont touché le Mali et la Centrafrique, ainsi que l'épidémie Ebola et de la perception globale de la situation du continent.

Le soutien à la politique française de développement et de solidarité internationale en faveur des pays en développement :

- **Les Français** y restent majoritairement favorable (62%). Bien que plus nombreux qu'auparavant à vouloir la réduire, ils sont 40% à vouloir la maintenir et même 22% à vouloir augmenter la part de l'aide dans le budget de l'Etat.
- 65% des personnes interrogées trouvent que c'est une bonne chose que les collectivités locales de leur région investissent dans l'aide au développement
- 47% pensent que les ONG de solidarité internationale jouent un rôle positif, à travers un appui aussi important que l'Etat (47%) si ce n'est plus important (23%).

Une attente d'information et de transparence croissantes

- Conscients que les enjeux d'un développement plus juste et plus durable des pays du Sud les concernent directement, les Français à 73% souhaitent être davantage informés sur l'aide au développement française.
- Car pour une majorité d'entre eux (80%) l'extrême pauvreté a progressé dans le monde au cours des dix dernières années, la situation des pays en développement s'est détériorée sur le plan économique (65%), sur le plan social (60%) et sur le plan environnemental (54%). Une perception sensiblement éloignée de la réduction de l'extrême pauvreté observée à travers le monde depuis une décennie, dont témoigne le sentiment des Français d'être plutôt mal informé (59%) et même très mal informé (29%) sur la politique d'aide au développement.

L'enquête pour l'AFD sur les Français et la politique d'aide au développement de la France a été réalisée par Ifop auprès d'un échantillon représentatif de 1053 Français âgés de 15 ans et plus, interrogés du 29 août au 1^{er} septembre 2014 par internet. Méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée, région et catégorie d'agglomération).

[Télécharger les résultats du Baromètre Agence Française de Développement/ Ifop 2014](#)

[Visualiser l'infographie du Baromètre Agence Française de Développement/ Ifop 2014](#)

Contacts presse : Magali Mévellec - 01 53 44 40 31 - mevellecm@afd.fr

Isabelle Rivière - 01 44 82 45 44 - isabelle.riviere@consultants.publicis.fr